

Syrie : Mécontentement et groupes armés

- Actualité politique internationale - Moyen Orient - 5.1. Syrie -

Publication date: dimanche 4 décembre 2011

Description:

L'Occident envoie des messages à la Syrie via ses alliés du Golfe arabe, qui disent : « Vous êtes dans une très mauvaise passe, mais si vous jouez selon nos règles... si vous cessez toute relation avec le Hezbollah... si vous coopérez avec nous quand nous en avons besoin, alors nous pouvons vous aider à rester au pouvoir et fermer les yeux comme nous le faisons au Bahrain ou en Arabie Saoudite.

Copyright © Alger républicain - Tous droits réservés

par Qifa Nakbi

Article daté du 12 juin 2011 et publié sur le site de Michel Collon

Un des meilleurs connaisseurs de la Syrie, Camille Otrakji n'est pas, on le verra, un défenseur inconditionnel du régime de Damas : dans cet entretien accordé au site Qifa Nabki [1], il pointe les problèmes, maladresses et erreurs ayant en partie motivé l'actuel mouvement de mécontentement. Mais il met aussi en lumière les agissements sur place de groupes insurrectionnels armés, dont l'action déstabilisatrice est encouragée par les stratégies de Washington et relayée et amplifiée par des médias occidentaux unanimistes et alignés sur la propagande du département d'Etat américain. Pas de langue de bois ici, mais une parole libre, et un regard de connaisseur sur la société syrienne et les mécanismes de déstabilisation dont elle est actuellement la victime.

(Cet entretien a été recueilli début mai 2011)

-Qifa Nabki : Vous avez tout récemment été cité dans le New York Times : vous y déclariez que l'actuelle situation en Syrie est « totalement manipulée », et que les activistes à l'oeuvre dans les rues du pays trompaient le peuple syrien et le reste du monde. Pourriez-vous développer cette affirmation ?

-Camille Otrakji : Je pense qu'une nette majorité de Syriens soutient plusieurs des revendications des manifestants pacifiques. D'un autre côté, seule une petite minorité de Syriens est prête à prendre le risque de déstabiliser son pays pour obtenir un total changement de régime, au terme d'un conflit douloureux.

Vous pourriez être en désaccord avec moi si vous croyez que les mouvements de protestation actuels sont le résultat de la mise en boucle par Al Jazeera et BBC Arabic de vidéos sanguinolentes donnant l'impression que la victoire est proche pour le « peuple syrien » manifestant contre un tyran méprisé. Dans les premiers jours de la révolte libyenne, Al Jazeera avait suggéré le même sentiment de « *victoire facile* » au sein du peuple libyen, et aujourd'hui les Libyens continuent de s'entre-tuer et de détruire leur pays.

« *Moins de 1% de la population syrienne (environ 150 000 personnes) a participé aux manifestations à ce jour* »

Malgré les appels quotidiens de l'opposition à manifester par millions, il est clair, d'après le nombre de gens vus jusqu'à présent dans les rues de Syrie, que moins d'1% de la population (environ 150 000 personnes) a participé aux manifestations. Clairement, ce n'est ni l'Égypte ni le Yémen, où vous avez des centaines de milliers ou même des millions de manifestants chaque jour. En Syrie, on a vu quelques milliers de protestataires ici, quelques centaines d'autres là-bas, le vendredi essentiellement. Et pourtant les gouvernements occidentaux, l'opposition syrienne, et les médias couvrant la situation ont utilisé avec lyrisme l'expression « *le peuple syrien* » dès la première démonstration d'une poignée de jeunes gens devant la mosquée Ummayad. Cela implique que ces jeunes gens auraient le soutien du peuple tout entier, ce qui est une sérieuse déformation des faits. Comment pensez-vous que réagissent les Syriens quand tous, des officiels occidentaux jusqu'aux journalistes, les enrôlent automatiquement dans le camp des partisans du changement de régime ?

Personne n'a rappelé que pendant plusieurs semaines, ces Syriens ont manifesté dans de nombreuses villes pour soutenir leur président. Ces manifestations quotidiennes, festives et même bruyantes, n'ont pris fin que lorsque le ministre de l'Intérieur leur a enjoint de cesser leurs initiatives, par trop « *bruyantes* ». En fait, la seule fois où les Syriens sont descendus dans la rue par millions, c'est le jour où les supporters d'Assad ont envahi les grandes villes du pays. Il est pour le moins bizarre que les médias internationaux, dans leur majorité, aient décrété que tous ces Syriens chantaient et dansaient dans les rues parce qu'ils... craignaient le régime ! (...)

Ironiquement, certains de ces mêmes journalistes soulignaient que la « *révolution* » était sur le point de triompher parce que « *la barrière de la peur avait été brisée* » !

En plus d'exagérer la dimension des manifestations, on semble oublier le fait que, contrairement à ce qui se passait

sur la place Tahrir en Égypte, les manifestants syriens sont en grande majorité des hommes. Le « *peuple syrien* » inclut aussi des femmes, comme le montrent d'ailleurs les rassemblements pro-Assad. Pourquoi aucune de ces organisations de droits des femmes, financées par l'Occident, ne s'est-elle exprimée après avoir observé des dizaines de ces manifestations intégralement masculines ?

Tandis que la plupart des manifestants sont sincèrement pacifiques, un certain nombre cherchaient la confrontation violente. Les membres de la police et des services de sécurité syriens ne sont pas habitués à de telles situations et, hélas, dans certains cas, certains d'entre eux ont réagi avec une brutalité inutile. Mais sur 150 000 manifestants, 500 auraient jusqu'à présent été tués, selon les estimations de l'opposition. Le gouvernement, de son côté, parle de 78 morts, et je pense que les vrais chiffres se situent entre les deux, mais plus proches de l'estimation de l'opposition. Le pouvoir prétend que beaucoup sont tombés lors de confrontations armées avec les forces de l'ordre. Compte tenu du fait que 80 soldats et policiers sont également tombés, il est logique que des hommes armés rien moins que pacifiques figurent parmi les centaines de pertes « *civiles* ».

Beaucoup d'autres ont probablement été victimes de violences policières. Nous devons garder à l'esprit qu'en dépit de l'amertume ressentie par nous tous après ces centaines de morts, une enquête sérieuse devrait être menée sur ce qui est vraiment arrivé.

Personne n'a accès à la vérité, mais je crois qu'il serait juste de voir qu'il n'est pas vrai, jusqu'à aujourd'hui, qu'il existe une politique officielle de « *tir dans le tas* » contre les manifestants. Il y a eu certes beaucoup d'erreurs tragiques de la part des forces de l'ordre, mais nombre de manifestants ont aussi péri alors qu'ils prenaient part à des actions violentes contre l'armée et la police. Et ceux qui comparent les chiffres des morts en Syrie à ceux de l'Égypte doivent garder à l'esprit le fait qu'en Égypte les manifestants n'ont pas livré bataille à l'armée : les 850 victimes égyptiennes étaient toutes désarmées.

-Q.N. : Mais il y a certainement un mécontentement populaire contre Bashar al-Assad, ou sinon les gens ne risqueraient pas leurs vies pour manifester contre le régime...

-C.O. : La révolte a débuté dans une certaine légitimité, quand elle était localisée à Dar'aa. Les gens étaient vraiment révoltés contre le chef local des forces de sécurité, un parent du Président, et donc ils ont d'abord protesté contre ses abus de pouvoir et sa corruption. Mais tout ceci est intervenu dans la foulée des événements d'Égypte et de Tunisie, et certains groupes ont décidé d'essayer de « *capitaliser* » sur le mouvement de Dar'aa, et de le transformer en révolte nationale contre le régime syrien.

-Q.N. : Quels groupes ?

-C.O. : Il y a pas mal de groupes désireux de déstabiliser le régime. Vous avez des activistes à l'étranger, financés par divers programmes américains que l'administration Obama continue d'alimenter, tout en cherchant à avoir de meilleures relations avec la Syrie. Et puis il y a aussi ces technologies américaines qui vous permettent de tout manipuler sur le net. Par exemple, vous pouvez générer des membres virtuels parmi les quelque 150 000 dont se targue la page Facebook sur la « *révolution syrienne de 2011* ».

Ensuite, on compte pas mal de salafistes à travers le pays, guidés par des chefs religieux syriens, saoudiens ou égyptiens. Et il est possible que certains des quatre milliardaires anti-régime qui comptent la région essaient d'attiser le feu pour des raisons qui leur sont propres : Abdul-Halim Khaddam (ancien vice-président syrien, actuellement en exil à Paris), Ribal al-Assad (cousin de Bashar, et fils de Rifat al-Assad), Saad al-Hariri (actuel Premier ministre expéditeur des affaires courantes du Liban et fils de Rafiq, assassiné), et Bandar bin Sultan al-Saud (ancien ambassadeur saoudien aux États-Unis).

-Q.N. : Donc tout ceci serait l'oeuvre de groupes extérieurs ?

-C.O. : Non, bien sûr que non. Comme je l'ai dit, la révolte a eu une origine légitime. Et il n'y a guère de doute que beaucoup de Syriens sont mécontents de certains aspects du régime en place. Mais la plupart d'entre eux préféreraient voir de vraies réformes entreprises selon des voies pacifiques dans les cinq années à venir par le régime actuel, plutôt que de tenter de le balayer au risque de déclencher une guerre civile et religieuse. Si Bashar envisageait de signer des lois permettant la constitution de partis politiques, d'alléger la censure de la presse et de moderniser et limiter le rôle des mukhabarat (services secrets), je crois que 80% des Syriens seraient en total accord avec ça. Et ils diraient à l'opposition : *« Merci beaucoup pour votre courage. Vous nous avez rendu un grand service en « secouant » le régime. Mais maintenant on en a assez des manifs et nous voulons retourner au travail.. Nous allons donner à Bashar le bénéfice du doute, jusqu'à la prochaine élection présidentielle. »*

-Q.N. : Que dites-vous à ceux qui prétendent, comme Joshua Landis, que les jours du régime sont comptés ? Landis estimait récemment que même si Bashar peut survivre à la crise, les problèmes économiques du pays constituent une bombe à retardement et finalement la classe moyenne pourrait l'abandonner...

-C.O. : Le docteur Landis pourrait avoir raison, la situation est difficile. Mais je voudrais aussi souligner que ce n'est pas la première fois que l'économie syrienne est décrite comme étant au bord de l'effondrement. Le président Reagan n'était pas le premier à attendre que ses adversaires (l'Union soviétique) se rendent une fois ruinés. En 1977, quand les États-Unis et Israël ont décidé de faire la paix avec l'Égypte seule au lieu de s'engager dans un traité plus vaste qui inclurait le retour à la Syrie des hauteurs du Golan et la libération des territoires palestiniens occupés, une revendication fondamentale de Hafez el-Assad, le conseiller américain à la Sécurité nationale Zbigniew Brzezinski fit cette analyse : *« L'économie syrienne est en grave difficulté, avec une inflation de 25%. Si les Saoudiens offraient un soutien financier majeur en échange d'une réconciliation égypto-syrienne, le président Hafez el-Assad pourrait accepter, quel que soit le déplaisir que lui cause l'idée d'être contraint de négocier avec Israël. »*

Trente-quatre ans plus tard, nous sommes confrontés à une situation similaire. L'Occident envoie des messages à la Syrie via ses alliés du Golfe arabe, qui disent : *« Vous êtes dans une très mauvaise passe, mais si vous jouez selon nos règles... si vous cessez toute relation avec le Hezbollah... si vous coopérez avec nous quand nous en avons besoin, alors nous pouvons vous aider à rester au pouvoir et fermer les yeux comme nous le faisons au Bahrain ou en Arabie Saoudite. »*

Ce n'est pas le défi le plus difficile auquel ait été confrontée le régime. En 1977, il a perdu son partenaire de paix égyptien après que Sadate eût signé un traité séparé avec Israël. Au même moment, le régime syrien était occupé à combattre au Liban une coalition de forces musulmanes alors qu'il s'efforçait de protéger les chrétiens, militairement plus faibles. Tout ceci déboucha sur une coalition d'États arabes voisins alignés sur les États-Unis et décidés à renverser le régime de Damas en soutenant (avec de l'argent et des armes) les Frères musulmans qui s'efforçaient d'abattre Hafez el-Assad par la force. Puis Israël envahit le Liban et battit les troupes syriennes qui y étaient stationnées. L'économie syrienne a souffert des années durant de graves et multiples défis. Et pourtant en 1983, un haut responsable du Département d'État américain le reconnaissait : *« Hafez el-Assad est aussi fort, peut-être même plus fort que jamais. »*

En 2005, après l'assassinat d'Hariri, le monde entier voulait la peau de la Syrie. L'armée syrienne quitta le Liban, et les Américains, les Européens et les Arabes pensèrent tous que Bachar était fini. Ils disaient qu'il était stupide, qu'il n'avait pas de vision, qu'il n'était pas la moitié de ce qu'était son père. Il est significatif de remarquer que Bashar ne s'est pas senti forcé de commenter l'assassinat d'Hariri et le retrait de son pays du Liban. Rafiq al-Hariri a été tué le 14 février 2005. Savez-vous quand Bashar a donné son premier discours sur ce sujet ? En novembre. Soumise à la pression, le régime syrien joue la montre. C'est une erreur de prétendre qu'il n'a plus de cartes en main.

-Q.N. : Peut-il se permettre de ne pas communiquer aussi longtemps ?

-C.O. : Il semble que les dirigeants syriens le croient. Mais cette absence totale de communication leur fait perdre de l'appui parmi les Syriens de sensibilité neutre, et irrite beaucoup de soutiens du régime. Tous aimeraient entendre un compte-rendu convaincant des événements, mais le régime déteste communiquer. Du coup, beaucoup sont hésitants. Ils préféreraient suspendre la révolution et donner au régime le temps de se réformer. Mais chaque vendredi ils subissent la pénible attente des mauvaises nouvelles. Vendredi dernier, des dizaines de manifestants sont morts. Les opposants prétendent qu'il s'agissait de manifestants pacifiques. Le régime affirme quant à lui que c'était tous des hommes en armes qui attaquaient les forces de l'ordre. La majorité des Syriens pensent que la vérité se situe entre les deux.

D'un autre côté, je me rends compte que communiquer est pratiquement inutile à présent. Tant le régime que l'opposition sont engagés dans un duel de propagande et le résultat est que plus nous disposons d'outils technologiques d'information, plus nous sommes dans la confusion et le soupçon. Sur Twitter, nous avons droit à une dose massive d'accusations relatives à la brutalité du régime fabriquées de toutes pièces (qui s'ajoutent aux authentiques). Sur Facebook vous pouvez visionner des vidéos que les groupes peuvent partager (s'ils acceptent leurs arguments) ou rejeter (si le contenu paraît douteux). Par exemple, ces extraits de la télévision syrienne affirmant que des dizaines de manifestants ne faisaient que célébrer... la pluie. Ou ce clip des funérailles des manifestants tués qui nous montre un cercueil brandi et qui semble être vide ; j'aime ce clip : il est drôle et il montre comment n'importe qui avec un minimum de savoir-faire technique peut manipuler facilement les médias digitaux.

-Q.N. : Pourquoi tout s'est-il passé plus « doucement » en Égypte ?

-C.O. : Il y a une différence majeure avec la Syrie. L'Égypte n'a pas la structure ethnique et religieuse complexe de la Syrie. Nous, nous avons des sunnites, des alaouites, des chrétiens, des druzes, des Kurdes, des Arméniens, et divers autres groupes ethniques ou religieux. Nous connaissons le tribalisme. Nous avons des liens historiques complexes et des frontières avec le Liban et l'Irak, deux des pays les plus fragiles de la région. Nous sommes en guerre avec Israël, et nous sommes un maillon essentiel de l'axe Iran-Hezbollah-Hamas qui nous met en opposition avec l'Arabie Saoudite et d'autres États arabes. Tous les Syriens sont conscients de la vulnérabilité de leur pays, et c'est pourquoi la grande majorité d'entre eux sont sincèrement partisans de l'actuel régime - ou pas opposés - même s'ils attendent impatiemment de nouvelles réformes.

Les Syriens répugnent à l'aventure ; ils ne veulent pas courir les risques qu'a courus l'Égypte, parce que l'Égypte est beaucoup moins exposée à la dislocation interne : elle est à 90% sunnite, 100% arabe, ne compte ni tribus ni problème kurde, dispose d'immenses déserts la séparant de ses voisins, et a en outre choisi de signer un traité de paix avec Israël.

-Q.N. : Et donc que va-t-il se passer ?

-C.O. : Il n'y a pas de moyen de le savoir. En définitive, tout repose dans les mains de la majorité du peuple syrien, hostile à tout risque et non impliquée dans les rivalités religieuses, mais la situation pourrait devenir hors contrôle si les événements en cours sont manipulés par des groupes qui attiseraient les conflits sectaires. Si vous regardiez les plus anciens messages sur la page Facebook consacrée à la « révolution » syrienne, vous seriez étonné du nombre de discours de type religieux rencontré, et aussi du volume de fausses nouvelles. Les intervenants essaient vraiment d'attiser l'hystérie sectaire, de radicaliser les sunnites syriens contre le régime. Mais ce n'est pas ce que la plupart des Syriens veulent, mais il y a assez de Syriens qui peuvent être influencés par de tels messages.

-Q.N. : Quelle est selon vous la probabilité que le régime puisse être renversé par l'opposition, compte tenu du fait

que celle-ci peut recueillir de nouveaux soutiens dans les grandes villes ?

-C.O. : Le problème avec cette question - que tout le monde se pose - c'est qu'elle méconnaît fondamentalement ce qu'est le « régime syrien ». Qu'est-ce que ça veut dire ? De quoi parlez-vous quand vous dites « le régime syrien » ?

-Q.N. : La famille Assad, pour commencer. Les principaux intermédiaires du pouvoir et les chefs de la sécurité. Les oligarques corrompus comme Rami Makhlouf. Ce sont les cibles de l'opposition...

« *Le régime syrien, et seulement le régime syrien sait comment fonctionnent le Levant et la Mésopotamie* »

-C.O. : La corruption est précisément une des raisons pour lesquelles beaucoup au sein du « régime » résisteront à ceux qui essaient de les renverser et je ne pense pas que le peuple syrien se calme à moins qu'il soit convaincu que la corruption sera éradiquée. Mais je crois en revanche que nous devons observer le Liban pour comprendre ce qui se passe vraiment en Syrie. Après des décennies d'expérience démocratique (une démocratie imparfaite), on a toujours un Amin et un Bashir Gemayel qui ont hérité de leur père Pierre la direction de leur parti et de leur communauté. Et Walid de Kamal Jumblatt, Saad de Rafiq Hariri... et le même principe clanique s'applique aux Frangieh, aux Chamoun ou aux Karamis.

Vous avez aussi un accord grâce auquel 5% de la population (la minorité druze) ont parfois un pouvoir de veto sur d'éventuelles décisions qu'envisagent les dirigeants élus de la nation.

Quand le leader druze Walid Jumblatt a changé de camp le 8 mars dernier, renversant la majorité et ouvrant la voie à un nouveau Premier ministre libanais, Saad Hariri a été furieux. Il a averti que seuls les sunnites pouvaient désigner le Premier ministre, quel que soit le camp détenteur de la majorité au parlement de Beyrouth.

Bien qu'il n'y ait pas de pouvoir fort comme en Syrie, le Liban ne se sent toujours pas prêt à risquer l'adoption d'une démocratie de type « *un homme, un vote* ». Et les mêmes familles qui tiennent collectivement le pouvoir sur les différents segments de la société sont toujours en place au bout de dizaines d'années. Même Sayyed Hasan Nassrallah est là depuis des dizaines d'années. S'en prendre à ce système imparfait c'est ouvrir la boîte de Pandore.

L'actuel gouvernement irakien s'est constitué pour l'essentiel à Damas. Chaque candidat au pouvoir ou figure religieuse ou politique de quelque importance s'est rendu à Damas avant qu'un accord soit obtenu. Aucune autre capitale de la région n'a reçu autant de V.I.P.'s irakiens. Comment la Syrie est-elle devenue aussi influente en Irak ?

Quand Saddam Hussein opprimait les Kurdes et chiïtes irakiens, la Syrie hébergeait leurs leaders à Damas. Les Premiers ministres irakiens Maliki et Allawi, le Président Talibani et de nombreux autres opposants à Saddam Hussein ont vécu pendant des années à Damas, avant de revenir en Irak pour le diriger. A la même époque, tous les autres pays arabes, pour ne pas parler des Etats-Unis et de l'Europe, s'efforçaient d'être les meilleurs amis de Saddam.

De la même façon, quand le poids de l'Iran dans l'Irak post-Saddam s'est mis à peser dans la balance politique de façon à marginaliser les sunnites irakiens, la Syrie s'est opposée à son allié iranien et a décidé de protéger les sunnites, incluant les bassistes et les chefs de tribus sunnites irakiennes.

La coalition actuellement majoritaire au Liban est composée de chrétiens, de chiïtes, de druzes et de sunnites... Tous ont quelque chose en commun : ce sont les alliés de la Syrie. De la même façon, l'opposition libanaise est faite de groupes comparables, ayant eux aussi un point commun : ils sont les adversaires de la Syrie. Quand le leader druze est passé du statut d'opposant à celui d'allié de la Syrie, la majorité et l'opposition libanaise ont échangé leur rôle...

Le régime syrien, et seulement le régime syrien, sait comment fonctionnent le Levant et la Mésopotamie. Essayez seulement de laisser les Saoudiens décider à sa place et vous finirez par enchaîner les désastres. Vous vous rappelez du plan génial de Saud al-Faisal qui voulait envoyer une armée arabe combattre le Hezbollah au Liban ? Les alaouites et, à un moindre degré, les autres minorités syriennes n'accepteront jamais que le système en place soit balayé en 24 heures, et sans que soient diligentées des réformes qui garantissent la sécurité et les droits des minorités. Vous devez comprendre que la plupart des alaouites considèrent la Syrie à peu près comme les Juifs voient Israël, les Kurdes le Kurdistan, les maronites le Liban, etc. C'est le seul pays au monde où ils peuvent dicter leurs volontés et n'ont pas à redouter d'être réprimés en tant que minorité. Ils ne vont pas accepter que cet état de choses disparaisse d'un jour à l'autre. Si la démocratie doit s'implanter en Syrie, cela doit se mettre en place graduellement et dans une région qui ne bout pas de colères sectaires. La plupart des Syriens le comprennent. Mais beaucoup d'autres, bizarrement, ne le comprennent pas.

-Q.N. : Quelle est votre opinion sur la prétendue préoccupation de la Turquie à propos d'une éventuelle chute du gouvernement syrien ? Pensez-vous que cette alliance essentielle pourrait être mise en péril si la violence continue et les réfugiés commencent à fuir en Turquie ?

-C.O. : Si la Syrie s'effondre, cela pourrait mener à un désastre pour tous ses voisins : Liban, Israël, Palestine, Jordanie, Irak et, oui, même la Turquie. Les Turcs n'ont aucune envie de voir les Kurdes de Syrie revendiquer leur propre mini-Etat, car cela influencerait de façon décisive sur la question kurde en Turquie. Qui ne voudrait pas d'avantage voir les Sunnites et Alaouites syriens s'entre-tuer au sud immédiat de ses frontières. Car de tels événements seraient contagieux pour les populations sunnites et alaouites de Turquie.

Les acteurs principaux de la région n'ont au bout du compte aucun intérêt à tenter de déstabiliser Assad. Même s'ils ne veulent pas l'admettre, ils savent très bien que le régime syrien joue un rôle stabilisateur dans tout le Proche-Orient. Rami Khouri reconnaît que l'on peut s'attendre à des problèmes régionaux graves si la Syrie est déstabilisée. Et moi je crois que la Syrie a une influence jusqu'au Yémen, en Arabie Saoudite, en Irak, au Liban, en Jordanie, en Turquie, en Iran, au Bahrein et... au-delà encore. En ce sens, ce pays n'est décidément pas l'Egypte ou la Tunisie.

« Si la Syrie s'effondre, cela pourrait mener à un désastre pour tous ses voisins »

-Q.N. : A votre avis, quel serait le scénario idéal pour la Syrie ?

-C.O. : Je ne peux pas parler de la Syrie sans parler aussi du Proche-Orient, c'est la seule façon de procéder. Tout d'abord, les manifestations doivent cesser, le Président doit s'adresser à la nation pour rassurer tous ceux qui se sont sincèrement engagés pour les réformes sérieuses et rapides qu'attendent la grande majorité des Syriens : une loi sur la liberté de la presse, une loi sur les partis politiques, une loi sur la décentralisation (donnant plus de pouvoir aux provinces) et une autre réduisant graduellement (en un an ?) le monopole politique du parti Baas.

Les minorités qui détiennent le pouvoir en Syrie devraient commencer à réfléchir sur un plan de retour à la démocratie, en cinq ans par exemple. Un sénat pourrait défendre les droits de ces minorités. Maintenir un contrôle de l'armée, comme en Turquie, serait un autre moyen de rassurer les minorités. Mais d'un autre côté, d'éventuelles élections libres amenant qui que ce soit au pouvoir ne pourraient avoir lieu... qu'après une paix conclue avec Israël (du calme, je vous prie, je vais m'expliquer).

La « communauté internationale » doit aider Israël et les Arabes à parvenir à une paix complète au Proche-Orient. L'actuel status quo n'est pas défendable. Une majorité d'égyptiens souhaitent déchirer le traité de paix avec Israël. L'Arabie Saoudite et les autres Etats du Golfe ne seront pas éternellement stables. L'Iran et l'Arabie Saoudite sont

probablement en train de réfléchir aux différentes façons d'amplifier la guerre froide qui les oppose. Très vite, une troisième intifada pourrait démarrer en Palestine. Il n'y a qu'une manière de désamorcer toute cette tension : un traité de paix global basé sur le retour aux frontières de 1967.

Depuis 1977, les Etats-Unis et l'Europe ont tenté d'affaiblir ou de déstabiliser la Syrie. Mais cela ne peut que déstabiliser le Proche-Orient tout entier, comme ça a d'ailleurs été le cas par le passé à chacune de ces tentatives. A Washington existe un groupe d'experts du Proche-Orient qui essayent, depuis des années ou même des décennies, d'affaiblir et d'isoler la Syrie, sans succès : Dennis Ross, Elliot Abrams, Lee Smith, Jeff Feltman, et bien d'autres qui ont disparu depuis. Pour eux, il s'agissait d'un combat personnel qu'ils n'ont jamais gagné. Mais ils ont au moins réussi à faire en sorte qu'aucun Secrétaire d'Etat américain ne se soit rendu à Damas depuis 2003.

Peu importe qui est le président des États-Unis, les ennemis de longue date de la Syrie installés au sein de la nouvelle administration Obama font tout pour que rien de constructif ne puisse sortir de celle-ci sur le sujet.

Si le président Obama est sincère quant à son désir de progrès au Proche-Orient, il doit prendre personnellement en charge les relations avec la Syrie. Et laisser les « experts » de la Syrie en dehors du coup. On ne peut à la fois se prétendre une démocratie à l'intérieur des frontières des États-Unis et se comporter comme une brute dans ses relations avec les États plus petits. Vous savez bien que lorsque la Syrie était perçue comme une alliée de l'Union Soviétique, les Russes laissaient à Hafez al-Assad toute liberté de rencontrer des présidents américains. Ils ne l'ont pas puni pour ça. Et c'est la même chose pour l'allié iranien de la Syrie : celui-ci ne s'est jamais plaint de ce que le président Bachar al-Assad rencontre des officiels américains ou que des experts syriens discutent de paix avec les Israéliens en Turquie. Les Américains auraient beaucoup à apprendre des Iraniens et des ex-Soviétiques qui ont montré qu'il était possible d'être amis avec la Syrie sans pour autant lui dicter leurs exigences.

La religion et la politique composent un mix explosif. La plupart des problèmes de la région viennent de l'Arabie Saoudite (bastion de l'Islam sunnite), de l'Iran (bastion de l'Islam chiite), d'Israël (l'Etat juif) et, de plus en plus, des chrétiens évangéliques sionistes américains. Si vous voulez que les minorités syriennes (les Alaouites, notamment) aient moins peur de la démocratie, débarrassez-les tout d'abord de la menace salafiste. Certains de ces sectaires islamistes en appellent en effet à l'extermination, au nom de la lutte contre les infidèles, d'un tiers de la population syrienne, tandis que d'autres exigent, sous peine des pires violences, que les minorités syriennes soient chassées du pouvoir immédiatement. En Égypte, de hauts responsables de la confrérie des Frères musulmans disent ouvertement que leur but ultime est de « gouverner le monde » ! Les salafistes en Égypte menacent déjà à voix haute d'envahir les monastères chrétiens et de s'emparer des mosquées soufies. Même en Tunisie, en Jordanie et dans le Nord-Liban, les salutistes s'efforcent chaque jour d'avantage de jouer un rôle prépondérant.

Je le répète : en cinq ans, tout peut être résolu. Mais nous devons renoncer à cette mentalité de « probité morale » qui faisait considérer qu'Hosni Moubarak était membre de droit de la « communauté internationale » simplement parce qu'il était une marionnette des Américains. Beaucoup des héros et avocats de la « probité morale » travaillaient pour Kadhafi quand celui-ci payait le bon prix. Certains travaillaient pour l'administration de George Bush père quand fut prise la décision de tuer des dizaines de milliers de jeunes soldats irakiens après qu'ils se soient rendus, en 1991. Cette même première guerre d'Irak avait été rendue possible après que beaucoup, y compris le Président, eussent menti au peuple américain pour lui faire accepter une guère au départ impopulaire. Ne dépensez pas 500 millions de dollars supplémentaires pour monter les Libanais contre le Hezbollah avant les élections. Si vous faites cela, le régime syrien sera renforcé dans sa conviction que l'ouverture et la libéralisation de son système politique conduiront inéluctablement à une manipulation américaine (et saoudienne). L'administration Obama a vraiment tort d'envoyer un ambassadeur à Damas alors qu'elle finance ceux qui cherchent à renverser le régime syrien, pour se plaindre ensuite que les relations entre les deux pays ne fonctionnent pas bien.

Les États-Unis doivent choisir entre essayer de résoudre les problèmes de la région ou la laisser s'embraser. Alors

oubliez ce que vos « *experts de la Syrie* » disent : l'actuel régime de Damas a 40 années d'expérience politique dans cette région. Utilisez-les, puis seulement après parlez avec ce régime de son éventuel retrait quand la région sera en paix.

Suis-je confiant dans la possibilité que tout cela arrive ? Oui en ce qui concerne les réformes du régime syrien, et non pour tout le reste. Il est difficile de n'être pas pessimiste quant à ce qui va se passer au Proche-Orient cette année.

par Qifa Nakbi

Article daté du 12 juin 2011 et publié sur le site de Michel Collon

[1] <http://qifanabki.com/> est un blog consacré aux problèmes du Liban et de sa région, et animé par Elias Muhanna, spécialiste libanais du Proche-Orient et de la civilisation arabo-musulmane, étudiant en doctorat de langues et civilisations orientales à l'université d'Harvard et professeur invité de l'université de Stanford pour la Démocratie, le Développement et l'Etat de droit ; E. Muhanna a publié des articles sur le Proche-Orient dans le quotidien britannique The Guardian et est cité régulièrement dans d'autres journaux comme le New York Times, le Washington Post, The Los Angeles Time, The Financial Times et des chaînes d'information comme le service international de la BBC et Al Jazeera, sans oublier la blogosphère.